

ROCKtheALPS: les principaux résultats

Fred BERGER Irstea
Unité de recherche LESSEM
2, rue de la papeterie BP76
38 402 Saint Martin d'Hères Cedex
France

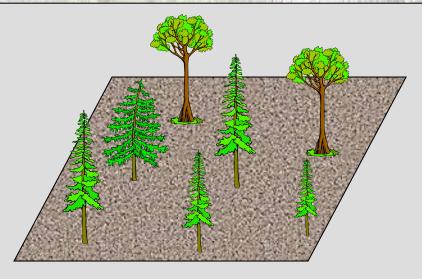


6/21/2019

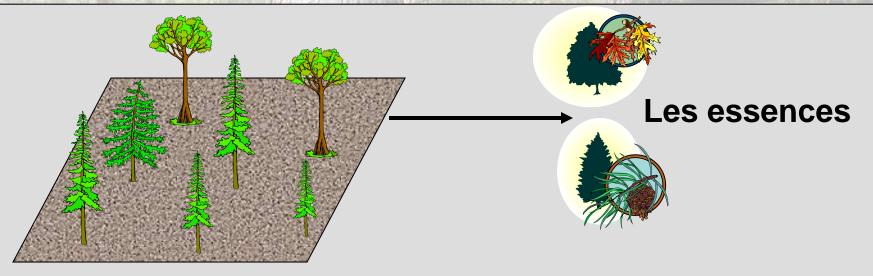
1



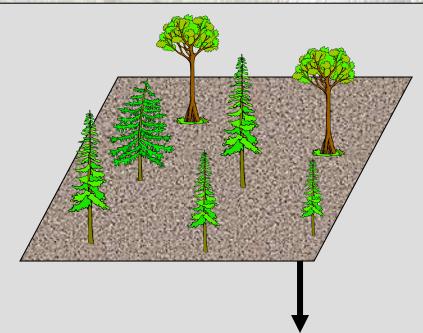






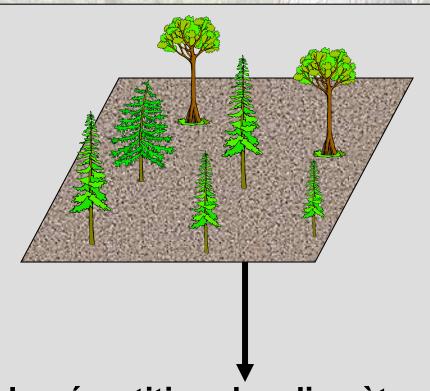






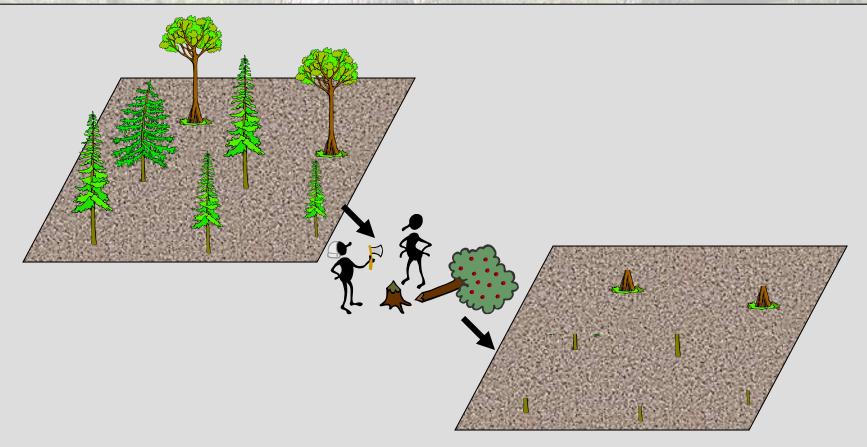
La densité : nombre de tige à l'hectare





La répartition des diamètres D5 (2.5 cm à 7.5cm)D120



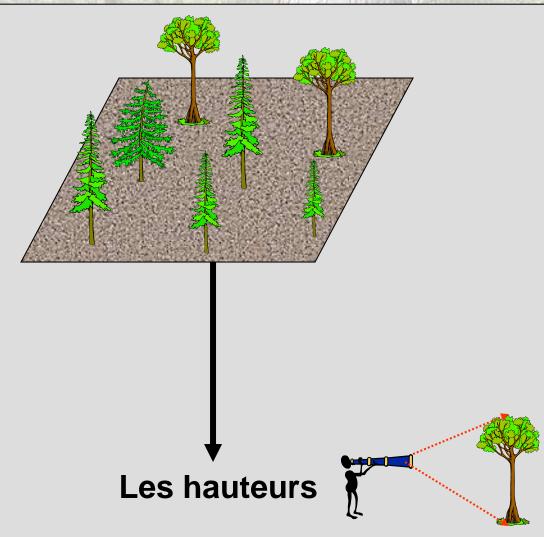


La surface terrière

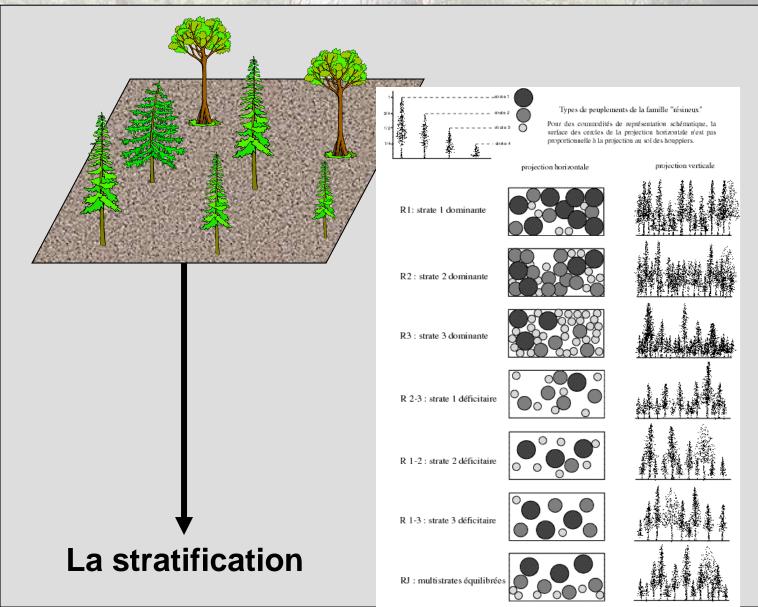
=

la somme des surfaces de troncs à 1,30 m



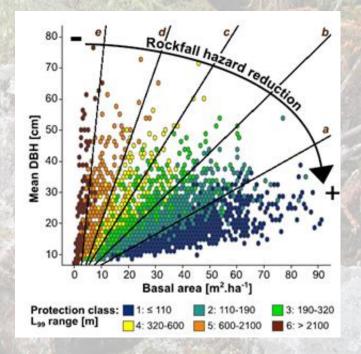






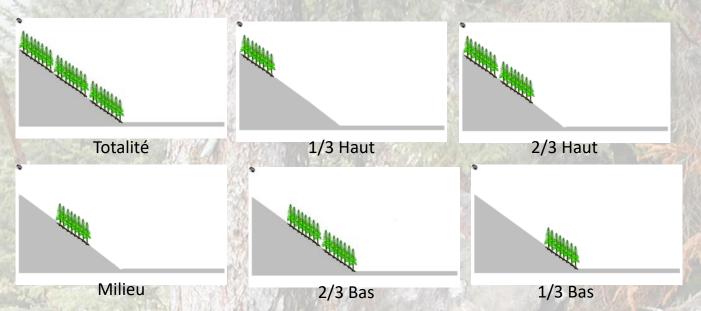


Classe	Surface terrière moyenne (m2/ha)	Densité moyenne (N tiges/ha)	Diamètre moyen (cm)	Nombre de placettes IFN
1	39	1661	17	988
2	32	975	19	1217
3	25	640	21	833
4	18	455	22	535
5	10	278	22	486
6	3	164	18	379



Source : Dupire et al, 2016





La différence d'angle d'énergie :

- augmente avec la présence de forêt en bas de versant,
- augmente parallèlement à la longueur de la forêt,
- augmente parallèlement à la densité de la forêt.

Différence d'angle d'énergie	moyenne		Ecart-type	
1/3Haut	1	±	1	
2/3 Haut	2	±	1	
Milieu	2	±	1	
2/3 Bas	6	±	2	
1/3 Bas	6	±	2	
Totalité	6	<u>±</u>	2	

Cartographie à l'échelle de l'espace alpin:



Surface totale

379448 km²

Nécessité de trouver un compromis entre:



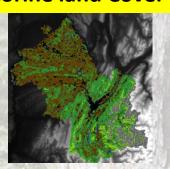


La méthodologie de cartographie

MNT: 25*25m



Corine land Cover



Enjeux



Forêts



Identification des zones de départs



Modélisation des enveloppes de propagation



Enjeux potentiellement menacés

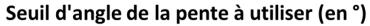


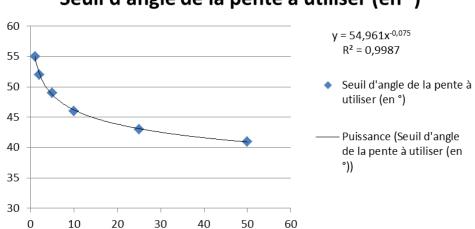
Forêts de protection



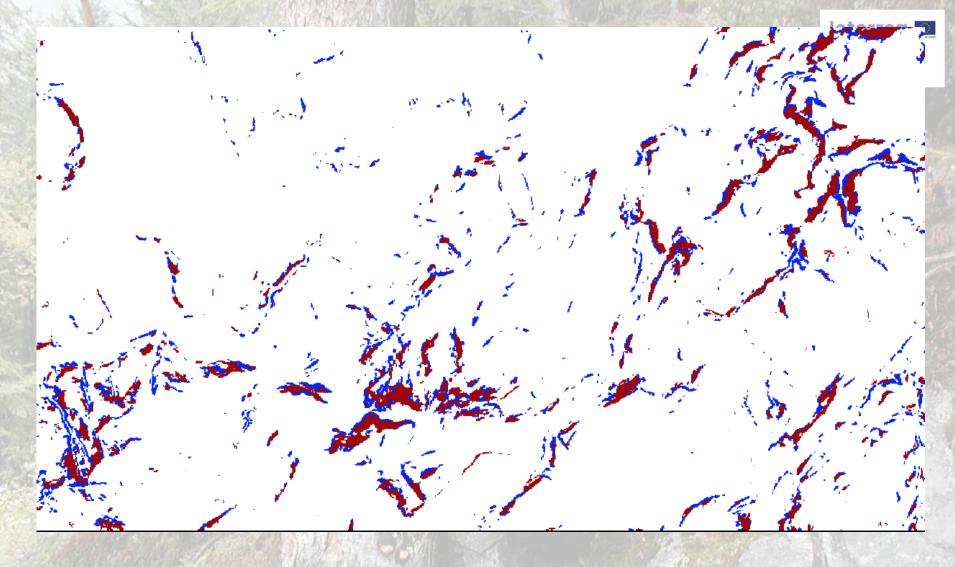
Zone de départ potentiel







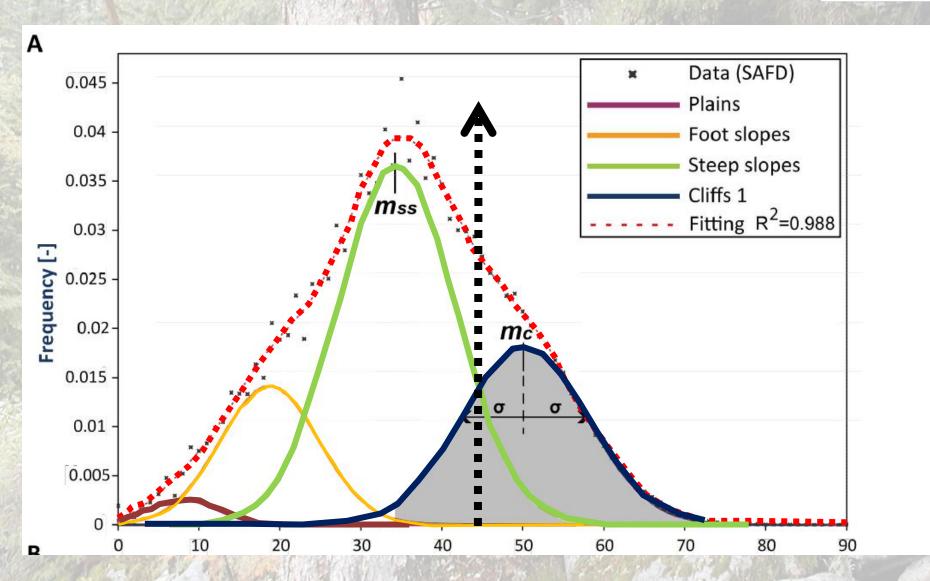
Résolution du MNT (en m)	Seuil d'angle de la pente à utiliser (en °)		
1	55		
2	52		
5	49		
10	46		
25	43		
50	41		



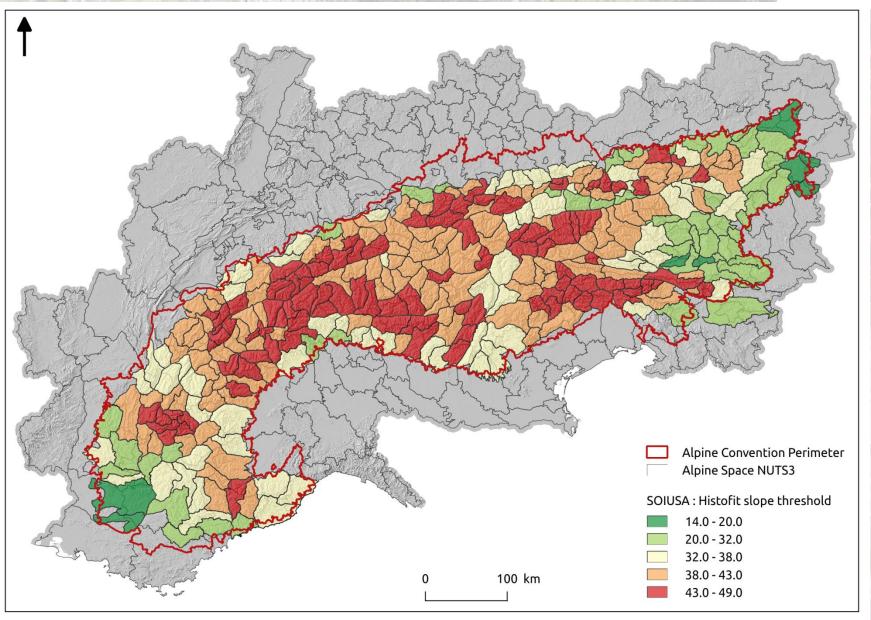


MNT IGN 25*25m









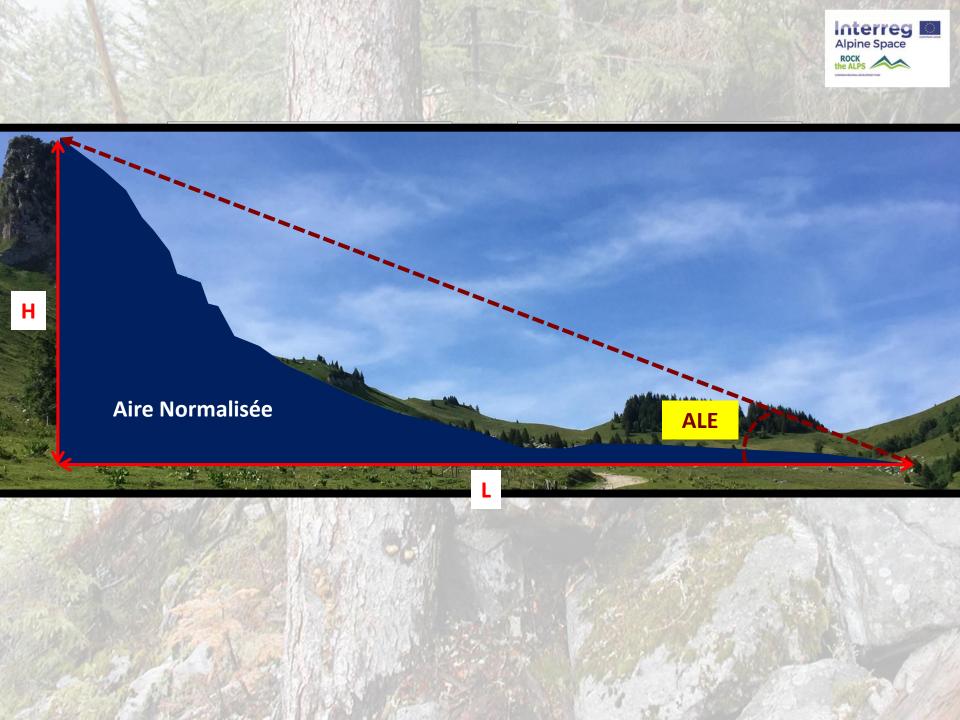
Cartographie des enveloppes probables de propagation



- Utilisation du concept de la ligne d'énergie
- Implémentation dans un modèle de trajectographie simplifié
- Harmonisation des données d'entrée
- Limite les effets de bordures

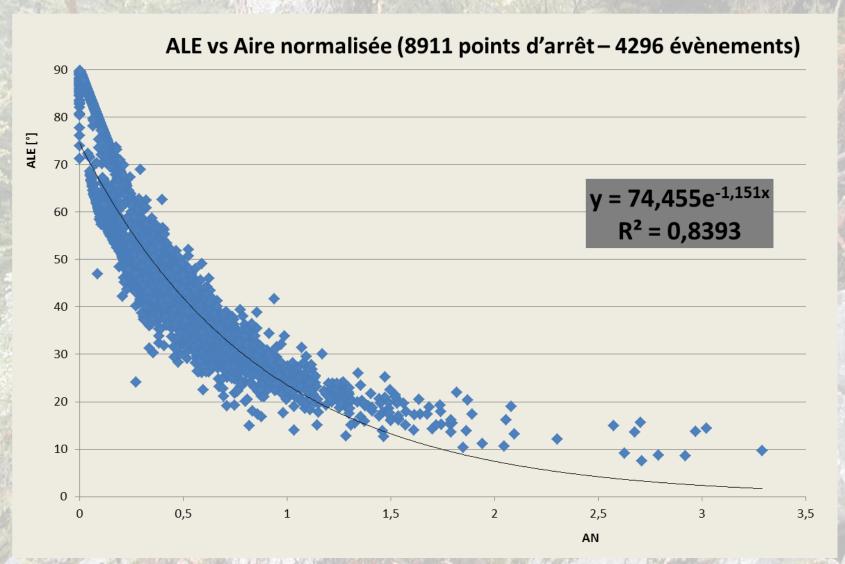
6/21/2019

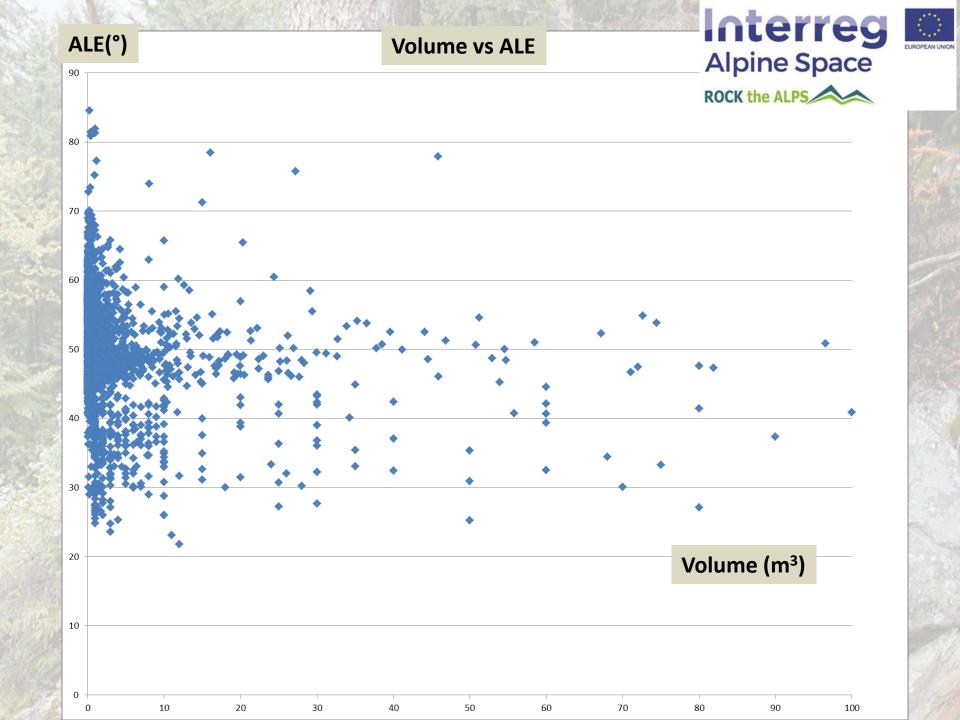
18

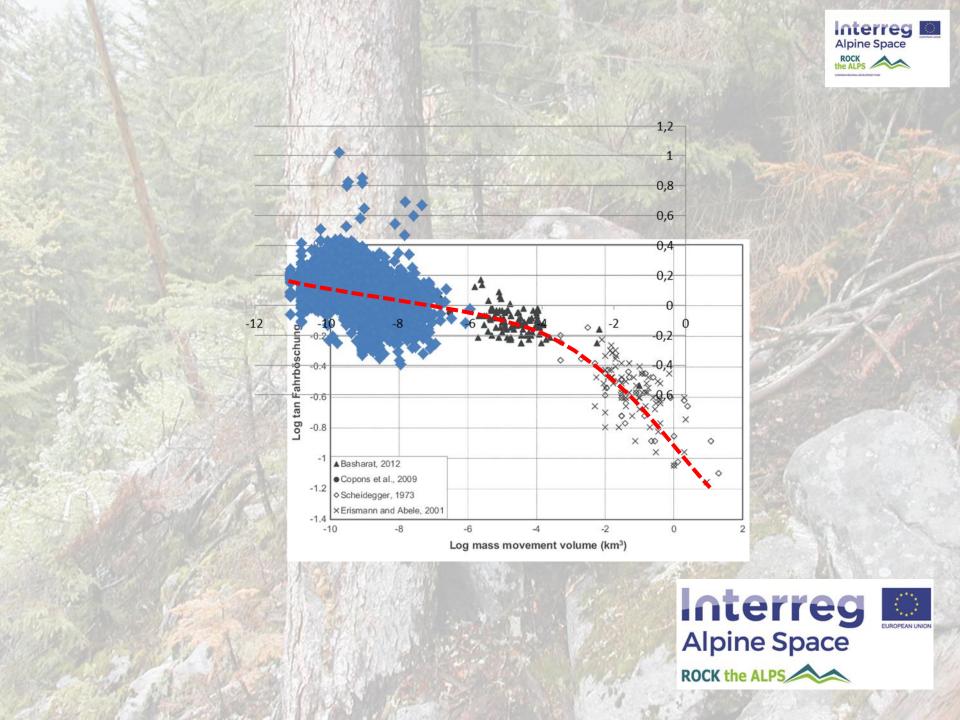




Pourquoi la ligne d'énergie?



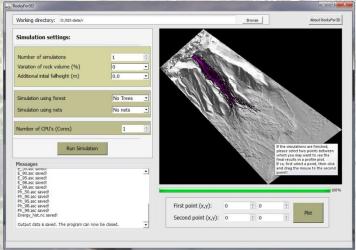




Un nouveau modèle harmonisé: ROCK-EU (ROCK-

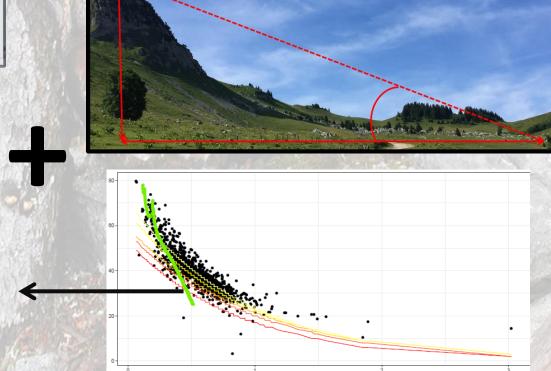


Une version très simplifié du modèle 3D Rockyfor3D!



Pour déterminer les direction des trajectoires potentielles

Pour arrêter la propagation (valeur extrême fixée à 25°)

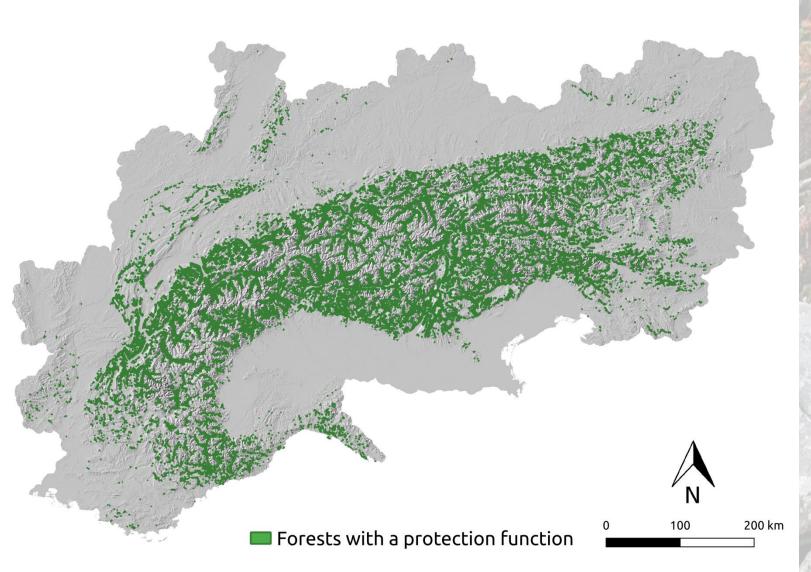


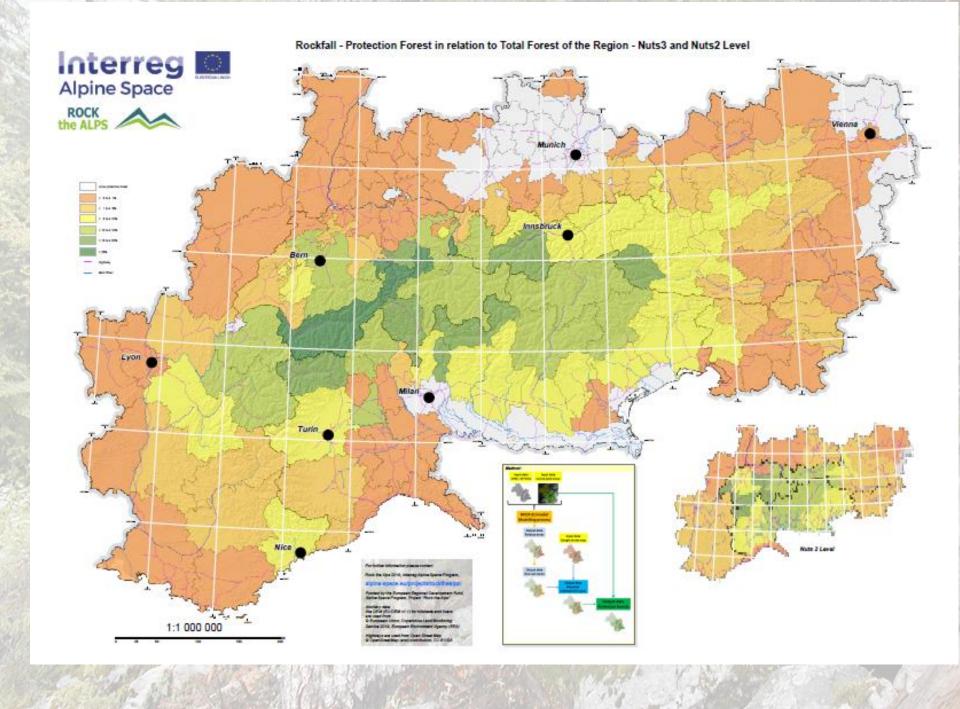


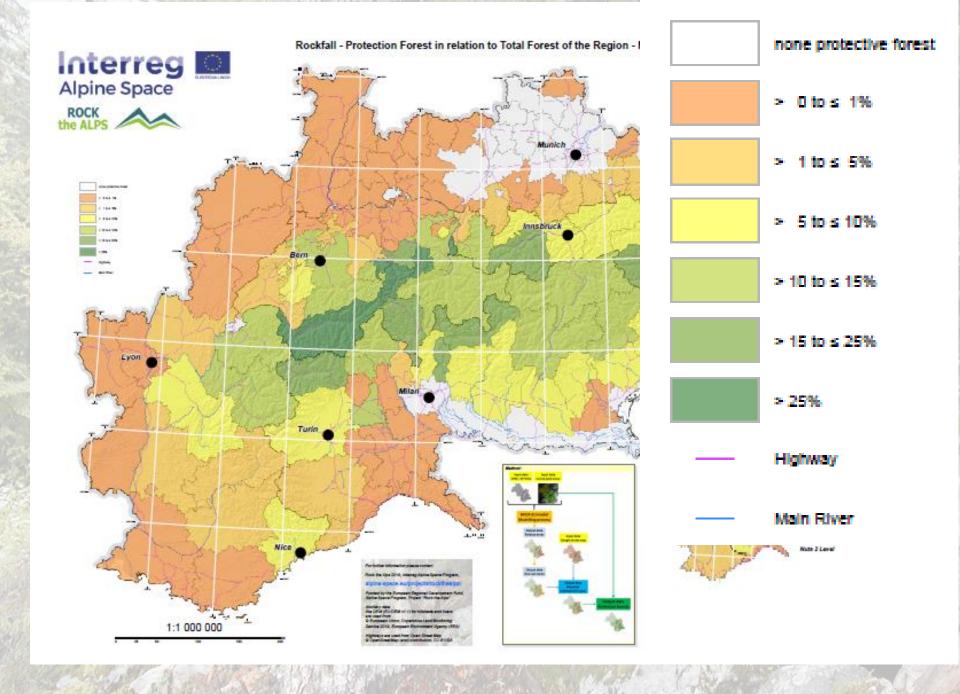


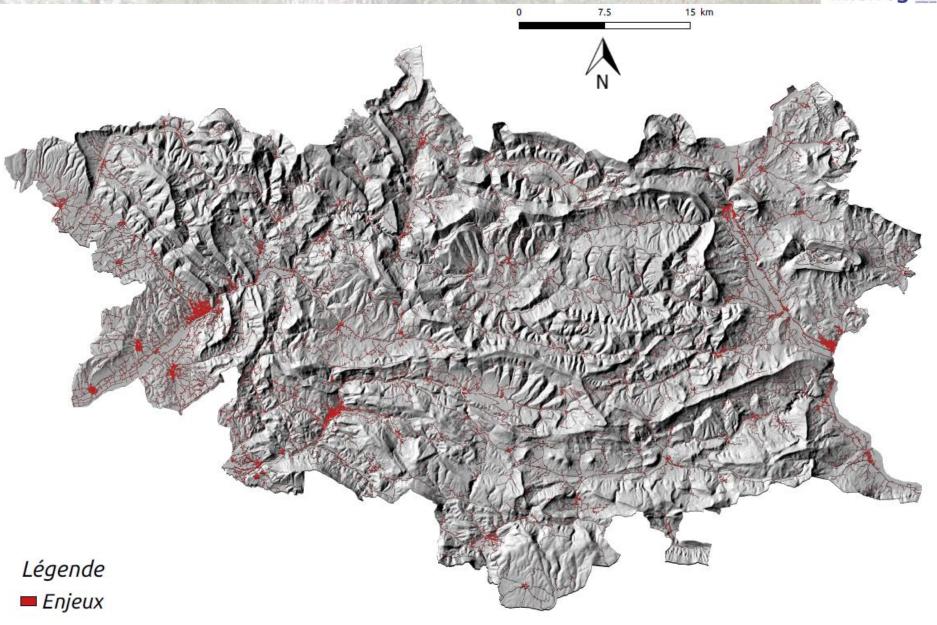
ROCK-EU soil			
types	Description	Rn	Roughness
	Surface		
I	agricole	0.23-0.31	0.01
II	Forest	0.30-0.42	0.01-0.15
	Mineral		
III	surface	0.39-0.58	0.01
	anthropogen		
IV	ic surface	0.32-0.39	0.01
	Permanente		
V	water	0	0
	Semi		
	permanente		
VI	water	0.30-0.42	0.3
VII	Scree	0.39-0.58	0.01-0.1
VIII	Land/lawnse	0.30-0.42	0.01-0.05

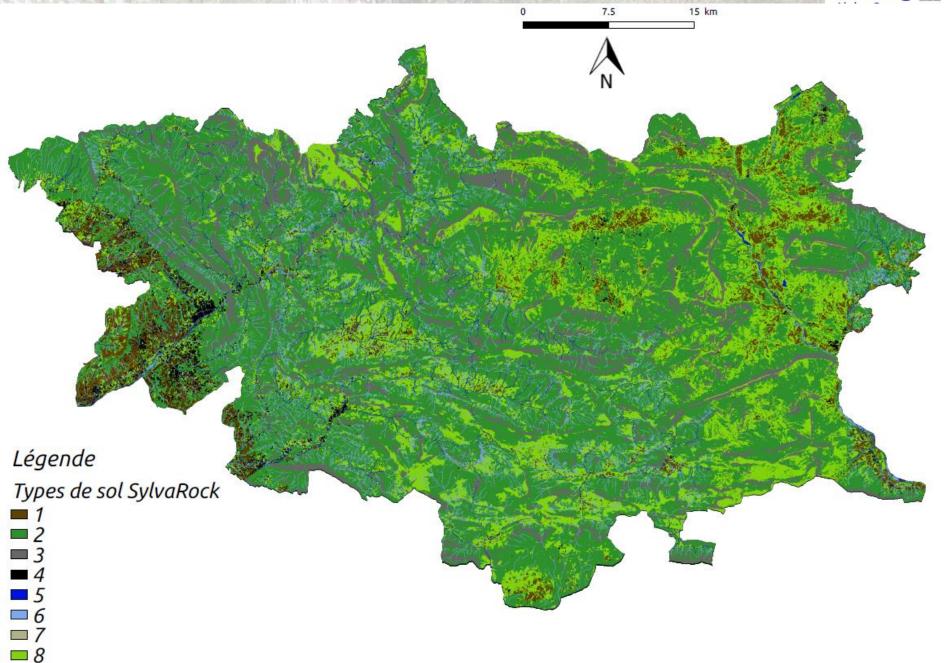




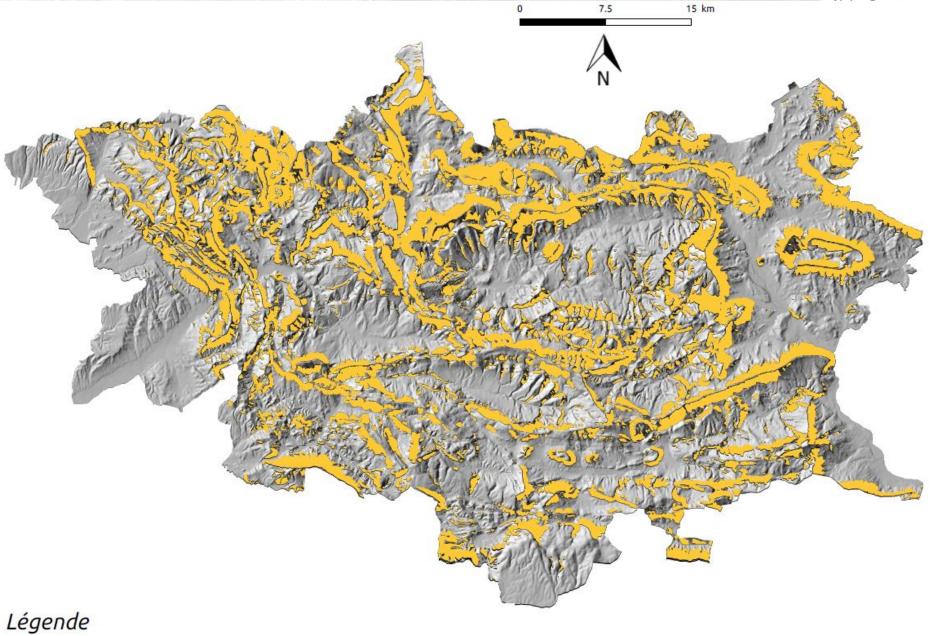






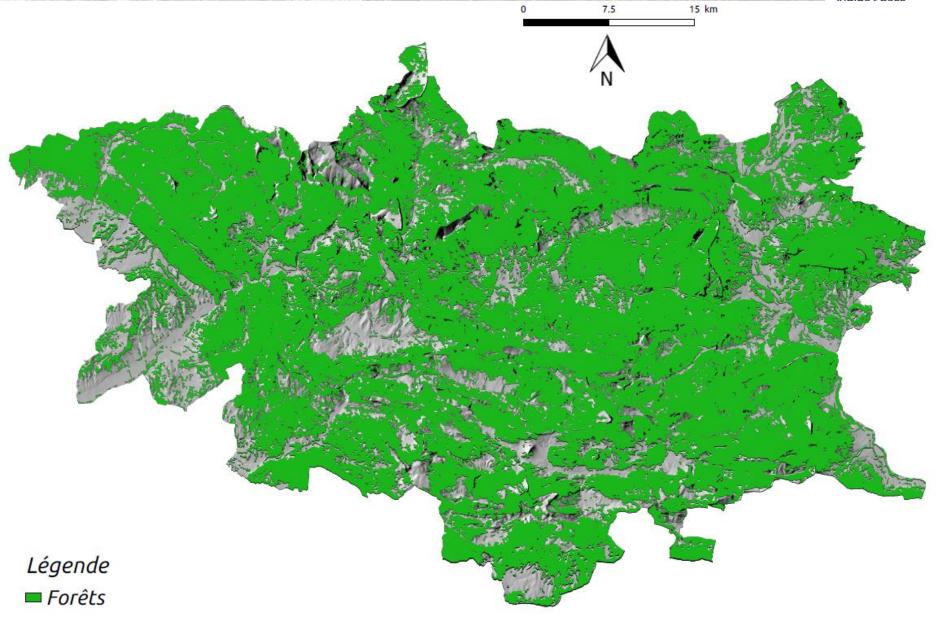




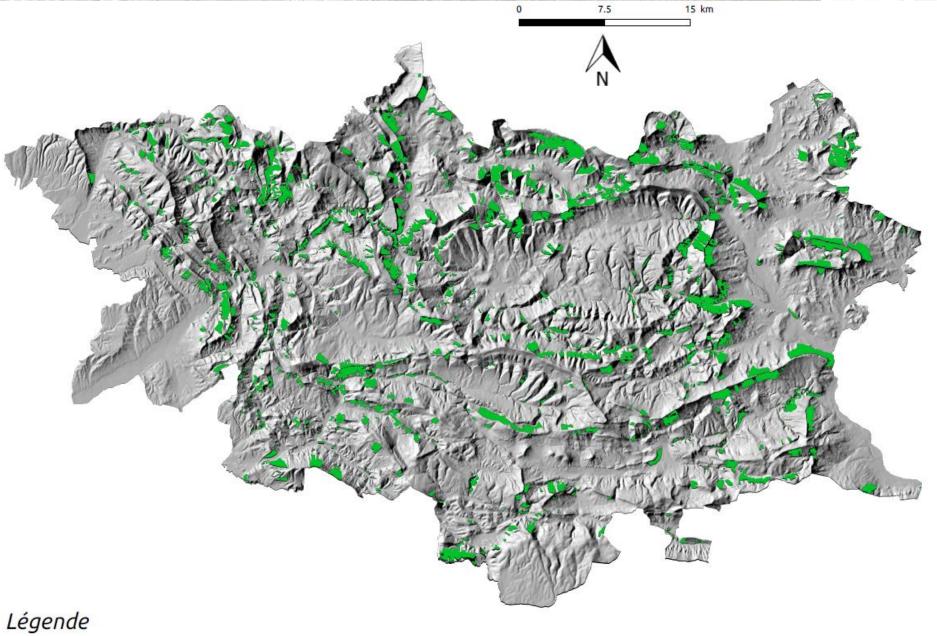


■ Zones potentiellement concernées par l'aléa rocheux

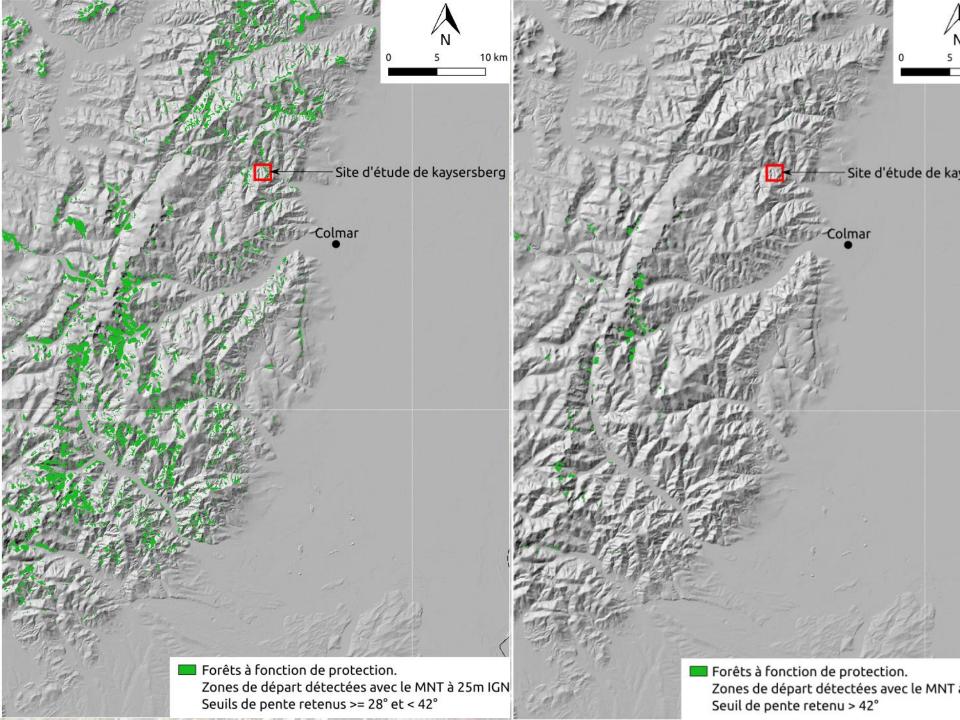








■ Forêts à fonction de protection





Code forestier (V 2012)

Partie législative

LIVRE ler: DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES BOIS ET FORÊTS

TITRE IV : RÔLE DE PROTECTION DES FORÊTS

Chapitre ler : Forêts de protection Section 1 : Classement des massifs

Article L141-1 créé par Ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 - art. (V)

Peuvent être classés comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique, après enquête publique réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les bois et forêts dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables ;

2° Les bois et forêts situés à la périphérie des grandes agglomérations ;

3° Les bois et forêts situés dans les zones où leur maintien s'impose soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population.



Article L141-4 créé par Ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 - art. (V)

Les forêts de protection sont soumises à un régime spécial, déterminé par décret en Conseil d'Etat, en ce qui concerne notamment l'aménagement et les règles d'exploitation, l'exercice du pâturage et des droits d'usage, les fouilles et extractions de matériaux ainsi que la recherche et l'exploitation de la ressource en eau par les collectivités publiques ou leurs délégataires

Article L141-7 créé par Ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 - art. (V)

Les indemnités qui pourraient être réclamées par les propriétaires et les titulaires d'un droit d'usage, dans le cas où le classement de leurs bois et forêts en forêt de protection entraînerait une diminution de revenu, sont réglées, compte tenu des plus-values éventuelles résultant des travaux exécutés et des mesures prises par l'Etat, soit par accord direct avec l'administration, soit, à défaut, par décision de la juridiction administrative.

L'Etat peut également procéder à l'acquisition des bois et forêts ainsi classés. Le propriétaire peut exiger cette acquisition s'il justifie que le classement en forêt de protection le prive de la moitié du revenu normal qu'il retire de sa forêt. L'acquisition a lieu soit de gré à gré, soit par voie d'expropriation.



Chapitre IV : Prévention des risques naturels

Article L144-1 créé par Ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 - art. (V)

Les plans de prévention des risques naturels prévisibles, établis en application des <u>articles L.</u>

562-1 et suivants du code de l'environnement, dont l'objet est de prévenir les inondations, les mouvements de terrains ou les avalanches, <u>peuvent prévoir des règles de gestion et</u>

d'exploitation forestière dans les zones de risques qu'ils déterminent.

Ces règles approuvées s'imposent :

1° Aux propriétaires et exploitants forestiers ;

2° Aux autorités chargées de l'approbation des documents de gestion forestière établis en application du présent code, ainsi qu'à celles chargées de l'instruction des autorisations de coupes prévues par le présent code ou de la déclaration préalable prévue par le code de l'urbanisme.

Les propriétaires forestiers et les titulaires d'un droit d'usage bénéficient des garanties prévues par <u>l'article L. 141-7</u> et les textes pris pour son application.